

Commune de

MAULÉON-LICHARRE

Communauté
d'AGGLOMERATION
PAYS BASQUE
EUSKAL
HIRIGUNE
Elkargoa



Plan Local d'Urbanisme

Modification simplifiée n°2

PIECES DE PROCEDURES

Vu pour être annexé à la délibération du Conseil communautaire de l'Agglomération Pays Basque approuvant la modification simplifiée n°2



Agence Publique de Gestion Locale - Service d'Urbanisme Intercommunal
Maison des Communes - rue Auguste Renoir - CS 40609 - 64006 PAU CEDEX
Tél 05.59.90.18.28 - Télécopie 05.59.84.59.47 - Courriel : service.urbanisme@apgl64.fr

SOMMAIRE

- 1- Décision engagement de la procédure
- 2- Avis des Personnes Publiques Associées
- 3- Eléments de mise à disposition du public

-

1 - Décision engagement de la procédure

EXTRAIT DU REGISTRE DES DECISIONS DU PRESIDENT

Le Président de la Communauté d'Agglomération Pays Basque,

OBJET :

**COMMUNE DE MAULEON-LICHARRE
ENGAGEMENT DE LA PROCEDURE DE MODIFICATION N°2 DU PLAN LOCAL
D'URBANISME DE LA COMMUNE DE MAULEON-LICHARRE**

Vu le code de l'urbanisme et notamment les articles L153-36 et suivants relatifs aux conditions d'application de la procédure de modification du Plan Local d'Urbanisme ;

Vu l'arrêté préfectoral n°64-2016-07-13-01 en date du 13 juillet 2016 portant création de la Communauté d'Agglomération Pays Basque, fixant notamment ses compétences ;

Vu l'arrêté du Président en date du 3 août 2017, donnant délégation de fonctions et de signature à M. Pascal JOUCOU pour l'ensemble des actes réglementaires relatifs aux procédures communales d'évolution des Plans Locaux d'Urbanisme engagées après le 1^{er} janvier 2017 ;

Vu le Plan Local d'Urbanisme de la commune de Mauléon-Licharre approuvé par délibération du conseil municipal en date du 15 mars 2005, et modifié par délibération du 04 mars 2008 ;

Considérant qu'il y a lieu de modifier le Plan Local d'Urbanisme de la commune de Mauléon-Licharre pour procéder à diverses évolutions réglementaires (règlement littéral et règlement graphique) entrant dans le champ d'application de la procédure de modification défini à l'article L 153-45 du code de l'urbanisme ;

DECIDE

Article 1 : La procédure de modification n°2 du Plan Local d'Urbanisme de la commune de Mauléon-Licharre est engagée conformément aux dispositions des articles L153-45 à L153-48, R153-20 et R153-21 du code de l'urbanisme afin de procéder à diverses évolutions réglementaires (règlement littéral et règlement graphique) entrant dans le champ d'application de la procédure de modification défini à l'article L 153-41 du code de l'urbanisme, et notamment :

Modification de zonage :

- ER n°2 : suppression de l'emplacement réservé pour la création d'un espace vert au bénéfice de la commune.

Modification du règlement et notamment les articles 4, 6, 7, 8, 10, 11 et 12 des zones Ua, Ub, Ue, UY 1AU et N afin d'assouplir notamment les règles d'implantation et de faciliter la compréhension de l'écriture de certains alinéas.

Article 2

Le projet de la modification simplifiée sera notifié aux personnes publiques associées pour avis avant la mise à disposition du public

Article 3

Les modalités de mise à disposition du dossier de modification simplifiée du PLU sont fixées comme suit :

- Mise à disposition du public du dossier de modification simplifiée en mairie ainsi que sur les sites internet de la commune et de la Communauté d'Agglomération Pays Basque pendant une durée d'un mois ;
- Mise à disposition en mairie d'un registre permettant au public de formuler ses observations pendant une durée d'un mois ;

Article 4

Une information précisant les dates, le lieu et les heures auxquels le public pourra consulter le dossier et formuler des observations, sera publiée dans un journal diffusé dans le département et sur les sites internet de la commune et de la Communauté d'Agglomération Pays Basque, huit jours au moins avant le début de la mise à disposition du public. Cet avis sera affiché en mairie dans le même délai et durant toute la durée de la mise à disposition.

A l'issue de la mise à disposition, monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération Pays Basque en présentera le bilan devant le conseil communautaire, qui en délibérera et adoptera le projet éventuellement modifié pour tenir compte des avis émis et des observations du public par délibération motivée.

Article 5 :

La présente décision est affichée pendant un mois au siège de la Communauté d'Agglomération Pays Basque et en mairie de Mauléon-Licharre.

Mention de cet affichage est insérée en caractères apparents dans un journal diffusé dans le département.

Elle sera en outre publiée au recueil des actes administratifs de la Communauté d'Agglomération Pays Basque.

Fait à Bayonne, le 30 MAI 2018

Le Vice-Président délégué


Pascal JOCOU



Accusé de réception

Nom de l'entité publique	Communauté d'agglomération Pays basque
Numéro de l'acte	DC2018_145A
Nature de l'acte	AU - Autres
Classification de l'acte	2.1 - Documents d'urbanisme
Objet de l'acte	Commune de Mauléon-Licharre-Engagement de la procédure de modification N 2 du Plan Local d'Urbanisme de la commune de Mauléon-Licharre.
Statut de la transmission	8 - Reçu par Contrôle de légalité
Identifiant unique de télétransmission	-200067106-20180530-DC2018_145A-AU
Date de transmission de l'acte	30/05/2018
Date de réception de l'accusé de réception	30/05/2018

2 – Avis des Personnes Publiques Associées

PLU de Mauléon-Licharre – consultation des PPA - juillet 2019

Récapitulatif des avis des personnes publiques associées

Désignation des PPA	Envoyé le Notifié le	Accusé réception	Réponse reçue
Monsieur le Sous-Préfet	RAR	02/08/2019	Sans réponse
Monsieur le Directeur D.D.T.M. des P.Atlantiques Délég. territoriale Pays Basque Résidence Toki Lana, 64100 BAYONNE		02/08/2019	
Monsieur le Directeur D.D.T.M. des P.Atlantiques S.A.U.R Cité administrative – Boulevard tourasse 64032 PAU		02/08/2019	
Monsieur le PREFET Préfecture des P.Atlantiques 2, rue Maréchal Joffre 64021 PAU Cedex		02/08/2019	
Monsieur l'Architecte des Bâtiments de France		02/08/2019	Sans réponse
Monsieur le président Syndicat des mobilités Pays Basque Adour 15 avenue Foch 64100 BAYONNE		02/08/2019	Sans réponse
Monsieur le Président du Conseil Régional Nouvelle Aquitaine Hôtel de la Région 14, rue François de Sourdis 33077 BORDEAUX		02/08/2019	Sans réponse
Monsieur le Président CONSEIL DEPARTEMENTAL Hôtel du Département 64, Avenue Jean Biray 64058 – PAU Cedex 9		02/08/2019	Sans réponse
Monsieur le Président CONSEIL DEPARTEMENTAL Délégation de Bayonne B.P. 431 4, Allées les Platanes 64104 – BAYONNE Cedex		02/08/2019	
Monsieur le Président du Centre National de la Propriété Forestière –Aquitaine CRPF 6 parvis des Chartrons 33075 – BORDEAUX Cedex		02/08/2019	Sans réponse
Monsieur le Président de la CCI Bayonne Pays-Basque 50, 51 Allées marines B.P. 215 64102 – BAYONNE Cedex		02/08/2019	Sans réponse
Monsieur le Président		02/08/2019	Sans réponse

Chambre de Métiers et artisanat 25 boulevard d'Aritxague 64100 BAYONNE			
Monsieur le Président Chambre Départementale d'Agriculture 124, Boulevard Tourasse 64078 – PAU		02/08/2019	Sans réponse
Monsieur le Directeur Centre Local de l'INAO de Pau Maison de l'Agriculture 124, boulevard Tourasse 64078 PAU Cedex		02/08/2019	Sans réponse
Monsieur le Président du Syndicat Mixte du SCOT du Pays Basque et du Seignanx 19 rue Molinié 64100 BAYONNE		02/08/2019	Avis favorable du 12/09/2019
Monsieur le Directeur RTE Réseau de transport d'électricité Service Concertation Environnement Tiers Toulouse 6, rue Charles Mouly – BP 13731 31037 TOULOUSE Cedex 1		02/08/2019	Sans réponse
Monsieur le Maire Mairie de Mauléon 64130 MAULEON-LICHARRE			Avis favorable / Délibération du 17/06/2019
DREAL Nouvelle Aquitaine Mission Evaluation Environnementale Cité administrative Rue jules Ferry BP.55 33090 BORDEAUX CEDEX		02/08/2019	Avis du 27/09/2019
Direction Régionale des Affaires Culturelles 54 rue Magendie 33074 BORDEAUX CEDEX		02/08/2019	Sans réponse
Agence Régionale de Santé Cité administrative Boulevard tourasse CS 11604 64016 PAU cedex		06/08/2019	Avis favorable du 30/08/2019

Pau, le 28 OCT. 2019



TERRITOIRES, ÉDUCATION, VIVRE ENSEMBLE
DIRECTION TERRITOIRES ET CADRE DE VIE
MISSION INGÉNIERIE ET DÉVELOPPEMENT DES TERRITOIRES

Monsieur Jean-René ETCHEGARAY
PRÉSIDENT DE LA COMMUNAUTÉ
D'AGGLOMÉRATION PAYS BASQUE
15 AVENUE FOCH
64100 BAYONNE

Affaire suivie par : Xavier CAHN
Téléphone : 05 59.11.42.55
Email : xavier.cahn@le64.fr
Référence : 2019 - 137

Objet : Modification n° 1 du PLU de MAULÉON - Avis du Département

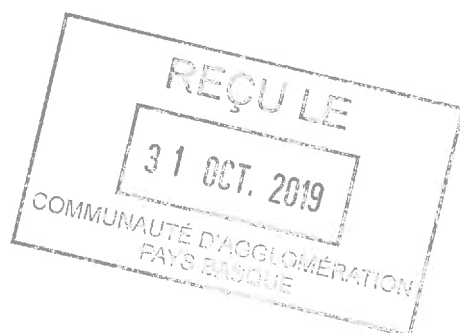
Monsieur le Président,

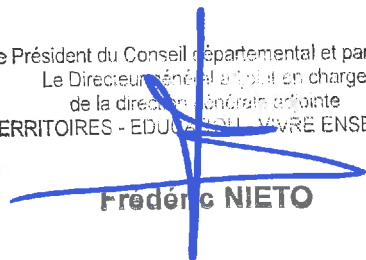
Par courrier reçu le 2 août 2019, vous avez adressé pour avis la modification n° 1 du Plan Local d'Urbanisme de Mauléon.

Suite à examen par les services du Département, le dossier ne fait pas l'objet d'observation.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Président, l'expression de mes sentiments les meilleurs.

Pour le Président du Conseil départemental
et par délégation,



Pour le Président du Conseil départemental et par délégation
Le Directeur général adjoint en charge
de la direction adjointe
TERRITOIRES - ÉDUCATION - VIVRE ENSEMBLE

Frédéric NIETO

Copie pour information :

Madame Annick TROUNDAY-IDIART, Conseillère départementale du canton de la Montagne Basque
Monsieur Jean-Pierre MIRANDE, Conseiller départemental du canton de la Montagne Basque

Pau, le

30 AOÛT 2019

Pôle Santé Publique et Santé Environnementale
Service Santé Environnement
Dossier suivi par : Frédéric RITOURET
Téléphone : 05 59 14 51 47
Fax : 05 59 14 51 42
Courriel : frederic.ritouret@ars.sante.fr
Courriel service : ars-dd64-sante-environnement@ars.sante.fr
Classement : G:\SE\Avis_Sanitaire\Cas_par_cas\2019\MAULEON LICHARRE \2019_08_05 Mauléon Licharre\190830 - Cas par cas - MAULEON LICHARRE.docx
Réf. arrivée : 21870
Réf. départ : 12164

Monsieur le Directeur
DREAL Nouvelle Aquitaine
Mission évaluation environnementale
Cité administrative
Rue Jules Ferry – CP 55
33090 BORDEAUX CEDEX

A l'attention M. Daniel FONTALIRANT

Numéro dossier : 2019-8753

Objet : Demande d'examen au cas par cas - Projet de Modification simplifiée n°1 du PLU de Mauléon Licharre

Par courriel en date du 5 août 2019, vous m'avez transmis pour avis l'affaire visée en objet.

Cette consultation s'inscrit dans le cadre de l'examen au cas par cas préalable à la réalisation d'une étude d'impact.

Concernant les dispositions relatives à la gestion des eaux pluviales, en lien avec le changement climatique et dans le cadre de la lutte anti vectorielle (LAV) visant à limiter notamment les cas de chikungunya, dengue et zika inoculés par le moustique tigre (*Aedes albopictus*), il est nécessaire de mettre en place des mesures permettant de limiter la propagation du moustique tigre sur le secteur. Outre les mesures de protection individuelles, la lutte contre la maladie passe par la prévention de la prolifération des moustiques, c'est à dire par la réduction de toutes les sources potentielles de gîtes larvaires constituées par les eaux stagnantes. Aussi, dans la rédaction de ces articles il sera indiqué que : tout dispositif de rétention des eaux pluviales doit être conçu de telle sorte qu'il ne puisse pas favoriser la prolifération du moustique tigre (*Aedes albopictus*).

Hormis ce point, je n'ai pas d'autre observation à formuler sur ce projet.

En conséquence, ce dossier ne nécessite pas d'étude d'impact au regard de l'analyse des risques sanitaires en ce qui concerne la délégation départementale des Pyrénées Atlantiques de l'agence régionale de santé Nouvelle Aquitaine.

La Directrice

Pour la Directrice,
L'Ingénieur d'Etudes Sanitaires

Patrick BONILLA



Mission régionale d'autorité environnementale

Région Nouvelle-Aquitaine

Décision de la Mission Régionale d'Autorité environnementale (MRAe) de Nouvelle-Aquitaine, après examen au cas par cas, sur la modification simplifiée n°1 du plan local d'urbanisme (PLU) de la commune de Mauléon-Licharre (64)

N° MRAe 2019DKNA286

dossier KPP-2019-8753

**Décision après examen au cas par cas
en application de l'article R. 104-28 du Code de l'urbanisme**

La Mission Régionale d'Autorité environnementale (MRAe) de la Région Nouvelle-Aquitaine

Vu la directive 2001/42/CE du Parlement européen et du Conseil du 27 juin 2001 relative à l'évaluation des incidences de certains plans et programmes sur l'environnement et notamment son annexe II ;

Vu le Code de l'urbanisme, notamment ses articles L.104-1 à L.104-8 et R.104-1 et suivants ;

Vu le décret n°2016-519 du 28 avril 2016 portant réforme de l'Autorité environnementale ;

Vu le décret n°2016-1110 du 11 août 2016 relatif à la modification des règles applicables à l'évaluation environnementale des projets, plans et programmes ;

Vu le décret n°2015-1229 du 2 octobre 2015 modifié relatif au Conseil général de l'environnement et du développement durable, notamment son article 11 ;

Vu l'arrêté de la ministre de l'environnement, de l'énergie et de la mer du 12 mai 2016 portant approbation du règlement intérieur du Conseil général de l'environnement et du développement durable ;

Vu les arrêtés ministériels du 12 mai 2016, du 17 avril 2018 et des 30 avril et 11 juillet 2019 portant nomination des membres des Missions Régionales d'Autorité environnementale (MRAe) du Conseil général de l'environnement et du développement durable ;

Vu la décision du 27 avril 2018 de la Mission Régionale d'Autorité environnementale portant délégation de compétence aux membres permanents pour statuer sur les demandes d'examen au cas par cas présentées au titre des articles R. 122-18 du Code de l'environnement et R. 104-28 du Code de l'urbanisme ;

Vu la demande d'examen au cas par cas enregistrée sous le numéro de dossier figurant dans l'encadré ci-dessus, déposée par le président de la communauté d'agglomération Pays Basque, reçue le 2 août 2019, par laquelle celui-ci demande à la Mission Régionale d'Autorité environnementale s'il est nécessaire de réaliser une évaluation environnementale à l'occasion du projet de modification simplifiée n°1 du plan local d'urbanisme de la commune de Mauléon-Licharre ;

Vu l'avis de l'Agence régionale de santé en date du 30 août 2019 ;

Considérant que la communauté d'agglomération Pays Basque, compétente en matière d'urbanisme, souhaite apporter une première modification simplifiée au plan local d'urbanisme (PLU), approuvé le 15 mars 2005, de la commune de Mauléon-Licharre peuplée de 2 969 habitants sur un territoire de 1 280 hectares ;

Considérant que cette modification consiste à :

- adapter l'article 4 de chacune des zones du PLU pour privilégier la mise en œuvre de dispositifs d'infiltration à la parcelle en l'absence de réseau public de collecte des eaux pluviales,
- assouplir les règles relatives au stationnement notamment pour faciliter la requalification du bâti ancien,
- adapter les dispositions relatives à l'aspect extérieur des constructions (couverture, façade, etc.) en zones Ua, Ub, 1AU et Ue,
- supprimer l'emplacement réservé n°2,
- adapter les règles relatives à l'implantation des annexes aux constructions principales en zones Ua, Ub et 1AU,
- créer en zone 1AU un sous-secteur 1AUb comprenant le lotissement communal existant « Agerria » afin d'y appliquer un règlement particulier,
- modifier les articles 5 et 14 relatifs aux notions de superficie minimale et de coefficient d'occupation des sols qui n'ont plus cours depuis l'adoption de la loi « Alur » ;

Considérant que ces modifications ne modifient pas les orientations définies par le projet d'aménagement et de développement durables du PLU ;

Considérant que ces modifications n'augmentent pas les droits à construire et ne présentent pas, compte tenu de leurs natures, d'incidences significatives sur l'environnement ;

Concluant, qu'au vu de l'ensemble des informations fournies par la personne responsable, des éléments évoqués ci-avant et des connaissances disponibles à la date de la présente décision, le projet de modification simplifiée n°1 du PLU de la commune de Mauléon-Licharre n'est pas susceptible d'avoir des incidences notables sur l'environnement et sur la santé humaine au sens de l'annexe II de la directive 2001/42/CE du 27 juin 2001 relative à l'évaluation des incidences de certains plans et programmes sur l'environnement ;

Décide :

Article 1^{er} :

En application des dispositions du chapitre IV du Livre Premier du Code de l'urbanisme et sur la base des informations fournies par la personne responsable, le projet de modification simplifiée n°1 du plan local d'urbanisme de la commune de Mauléon-Licharre présenté par la communauté d'agglomération Pays Basque (64) **n'est pas soumis à évaluation environnementale**.

Article 2 :

La présente décision ne dispense pas des obligations auxquelles le projet présenté peut être soumis par ailleurs. Elle ne dispense pas les projets, éventuellement permis par ce plan, des autorisations administratives ou procédures auxquelles ils sont soumis.

Une nouvelle demande d'examen au cas par cas du projet de modification simplifiée n°1 du plan local d'urbanisme de la commune de Mauléon-Licharre est exigible si celui-ci, postérieurement à la présente décision, fait l'objet de modifications susceptibles de générer un effet notable sur l'environnement.

Article 3 :

La présente décision sera publiée sur le site Internet de la Mission Régionale d'Autorité environnementale <http://www.mrae.developpement-durable.gouv.fr> En outre, en application de l'article R.104-33 du Code de l'urbanisme, la présente décision doit être jointe au dossier d'enquête publique ou de mise à disposition du public.

Fait à Bordeaux, le 27 septembre 2019

Pour la MRAe Nouvelle-Aquitaine
Le président de la MRAe

Signé

Hugues AYPHASSORHO

1 - décision soumettant à la réalisation d'une évaluation environnementale :

Le recours administratif préalable est **obligatoire** sous peine d'irrecevabilité du recours contentieux. Il doit être formé dans le délai de deux mois suivant la mise en ligne de la décision sur le site internet de l'autorité environnementale et adressé à **Monsieur le Président de la Mission Régionale d'Autorité Environnementale**

Recours gracieux, hiérarchique et contentieux, dans les conditions de droit commun.

2 - décision dispensant de la réalisation d'une évaluation environnementale :

Les décisions dispensant de la réalisation d'une évaluation environnementale étant considérées comme des actes préparatoires ne faisant pas grief, elles ne sont pas susceptibles de faire l'objet d'un recours.

Toutefois, elles pourront être contestées à l'appui d'un recours contentieux dirigé contre la décision d'approbation du plan, schéma ou programme.

BUREAU SYNDICAL DU JEUDI 12 SEPTEMBRE 2019

Extrait du registre des décisions du Bureau

Le bureau s'est réuni à Itxassou dans la salle de réunion du Pôle de Errobi, de l'Agglomération Pays Basque, le 12 septembre 2019, sur invitation du Président, Marc Bérard, transmise le 06 septembre 2019.

Président de séance : Marc BERARD

	Territoires	Présents	Excusés
Communauté d'Agglomération Pays Basque	Côte Basque Adour	BERARD Marc	MOTSCH Nathalie
			LACASSAGNE Alain
			VEUNAC Jacques
	Sud Pays Basque	MIALOCQ Marie-José	DE RAVIGNAN Carole
		TELLECHEA Jean	
	Errobi		CARPENTIER Vincent
			LAMERENS Jean-Michel
	Nive-Adour	SAINT-ESTEVEN Marc	HIRIGOYEN Roland
	Pays de Hasparren	JOCOUC Pascal	DONAPETRY Jean-Michel
	Amikuze	MANDAGARAN Arnaud	BELLEAU Gabriel
	Garazi-Baïgorry	EYHERABIDE Pierre	
		IDIART Alphonse	
	Soule	IRIART Jean-Pierre	
		LOUGAROT Bernard	
	Iholdy-Ostibarre	LARRALDE André	LARRAMENDY Jules
	Pays de Bidache	AIME Thierry	
		COHERE Lucien	
Cté de communes du Seignanx		BRESSON Mike	
		JOIE André	

Date d'envoi de la convocation : 06/09/2019

Membres du Bureau en exercice : 25

Membres du Bureau présents : 15

Membres du Bureau ayant pris part au vote : 15

Décision n°2019-34 – Urbanisme : Avis sur le projet de modification simplifiée n°1 du PLU de Mauléon

Le Conseil syndical du SCoT est sollicité par la CAPB pour émettre un avis en tant que personne publique associée sur la modification simplifiée n°1 du PLU de Mauléon.

L'examen des procédures d'urbanisme en cours et l'exercice du rôle de PPA, constitue pour le Syndicat, un moyen important de s'assurer que chaque projet contribue effectivement à la mise en œuvre des orientations du SCoT en vigueur à leur échelle.

L'avis du Syndicat se veut une contribution reprenant l'ensemble des observations que ce projet appelle de la part du Syndicat au regard de la prise en compte des orientations du SCoT.

La présente décision peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le tribunal administratif dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'Etat.

Fait et décidé en séance les jours, mois et an que dessus, et le présent extrait certifié conforme au registre.

Certifié exécutoire le : 24/09/2019

Transmis au contrôle de légalité le : 24/09/2019

La modification simplifiée du PLU porte sur plusieurs aspects.

EN DETAIL : LA NOTE TECHNIQUE

1. MODIFICATIONS REGLEMENTAIRES

1.1 ARTICLE 4 (zones UA, UB, UE, UY, 1AU, A et N) : PRÉCISER LES DISPOSITIONS RELATIVES AU TRAITEMENT DES EAUX PLUVIALES DANS LES RÈGLEMENTS DE CHACUNE DES ZONES

Les dispositions actuelles sont jugées insuffisantes. Le règlement est donc modifié pour imposer une meilleure gestion des eaux pluviales à la parcelle.

1.2 DISPOSITIONS COMMUNES : ASSOULIR ET ACTUALISER LES RÈGLES RELATIVES AU STATIONNEMENT DANS LES DISPOSITIONS COMMUNES DU RÈGLEMENT

À la suite de difficultés d'application des dispositions communes concernant le stationnement, notamment dans le centre-ville, il est proposé de modifier ces dispositions :

- En précisant des obligations de réalisation selon les destinations (par exemple, actuellement habitations et hôtel sont règlementés de la même manière, il est proposé de les dissocier)
- En instaurant des possibilités de dérogations dans les secteurs les plus denses du centre-ville
- En rendant obligatoire, dans les opérations collectives, la création de stationnement deux roues
- En allégeant les obligations de réalisation de stationnement dans les opérations à vocation sociale en réhabilitation.

1.3 ARTICLE 11 (zones UA, UB, UE et 1AU) : ADAPTER LES DISPOSITIONS RELATIVES A L'ASPECT EXTERIEUR DES CONSTRUCTIONS POUR FAVORISER LA COHÉRENCE ARCHITECTURALE ET PAYSAGÈRE DANS LE CENTRE-VILLE

Afin d'harmoniser les réglementations et de faciliter l'instruction conjointe des permis, il est proposé de faire évoluer l'article 11 dans un souci de cohérence architecturale et paysagère principalement dans les zones UA et 1AU.

Les modifications concernent :

- La prise en compte d'un nuancier annexé dans les projets
- La réglementation des volets roulants
- Des possibilités élargies pour la forme et les matériaux de toiture (en maintenant le respect de la cohérence architecturale du site)
- L'intégration des panneaux solaires dans la pente du toit.

Pour la zone UB, la modification concerne l'édification de clôture qui est soumise à autorisation et la réalisation des toitures en ardoise naturelle.

Pour la zone UE (équipements), l'interdiction de « tout pastiche d'architecture typique d'une autre région » est supprimée car inapplicable.

1.4 ARTICLES 6,7 et 8 (zones UA, UB et 1AU) : REGLEMENTER L'IMPLANTATION DES ANNEXES DANS LES ZONES URBAINES ET À URBANISER DU PLU

La communauté a constaté des difficultés concernant l'implantation des annexes lorsqu'elles sont soumises à la règle générale d'implantation des constructions. Il est donc proposé de permettre aux constructions de moins de 20m² et aux piscines de pouvoir déroger à celle-ci.

La présente décision peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le tribunal administratif dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'Etat.

Fait et décidé en séance les jours, mois et an que dessus, et le présent extrait certifié conforme au registre.

Certifié exécutoire le : 24/09/2019

Transmis au contrôle de légalité le : 24/09/2019

1.5 SUPPRESSION DES DISPOSITIONS PRIVÉES DE BASE LÉGALE

Suite à la loi ALUR, les dispositions des articles 5 (superficie minimale des terrains) et 14 (COS) sont supprimées.

2. MODIFICATION DE ZONAGE : CRÉATION D'UN SECTEUR SPÉCIFIQUE 1AUB

Le PLU de Mauléon prévoit en extension de son enveloppe urbaine une zone 1AU. Une partie de cette dernière a fait l'objet d'un permis d'aménagement pour la réalisation d'un lotissement communal (maisons individuelles), le lotissement Agerria.

Le règlement de lotissement approuvé dans le cadre du permis d'aménager est aujourd'hui caduque mais la commune souhaite que les règles soient pérennisées afin de maintenir une cohérence entre les constructions existantes et les constructions à venir.

Ainsi, un secteur spécifique à la zone 1AU est créé afin d'y inscrire les règles à maintenir (implantations, hauteurs, occupations autorisées, emprise au sol, aspect extérieur).

3. SUPPRESSION DE L'EMPLACEMENT RÉSERVÉ N°2 « CRÉATION D'UN ESPACE VERT »

Dans le cadre d'une DIA concernant le terrain objet de l'emplacement réservé, la commune a choisi d'abandonner le projet et de ne pas donner suite à la préemption.

Dès lors, l'ER est supprimé.

Le Bureau syndical, après en avoir débattu et délibéré à l'unanimité des voix exprimées :

➔ **EMET UN AVIS FAVORABLE** sur la modification simplifiée n°1 du PLU de Mauléon

Le Président,

Marc BÉCARD



La présente décision peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le tribunal administratif dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'Etat.

Fait et décidé en séance les jours, mois et an que dessus, et le présent extrait certifié conforme au registre.

Certifié exécutoire le : 24/09/2019

Transmis au contrôle de légalité le : 24/09/2019

Accusé de réception

Nom de l'entité publique	Syndicat mixte du SCOT du Pays Basque et du Seignanx
Numéro de l'acte	BS2019091207
Nature de l'acte	DE - Délibérations
Classification de l'acte	2.1 - Documents d'urbanisme
Objet de l'acte	Avis sur le projet de modification simplifiée n 1 du PLU de MAULEON
Statut de la transmission	8 - Reçu par Contrôle de légalité
Identifiant unique de télétransmission	064-256404278-20190924-BS2019091207-DE
Date de transmission de l'acte	24/09/2019
Date de réception de l'accusé de réception	24/09/2019



INSTITUT NATIONAL
DE L'ORIGINE ET DE
LA QUALITÉ



Le Délégué Territorial

Dossier suivi par : Luc BLOTIN

Tél. : 05.59.02.86.62

Mail : l.blotin@inao.gouv.fr

V/Réf : DGASTAH/JA/2019/1134

N/Réf : LB/NB

Objet : PLU Mauléon-Licharre

Modification simplifiée n° 1

Monsieur le Président

Communauté d'agglomération Pays Basque

15 avenue Foch

CS 88507

64185 BAYONNE Cedex

PAU, le 24 octobre 2019

Monsieur le Président,

Par courrier reçu le 02/08/2019, vous avez bien voulu me faire parvenir, pour examen et avis, le dossier cité en objet.

La commune de MAULEON-LICHARRE est située dans l'aire géographique des AOP « Ossau-Iraty », « Kintoa » et « Jambon Kintoa ». Elles appartiennent également aux aires de production de(s) IGP listées en annexe.

Une étude attentive du dossier amène l'INAO à faire les observations qui suivent :

Le projet n'impacte pas les secteurs agricoles.

Après étude du dossier, je vous informe que l'INAO n'a pas de remarque à formuler sur ce projet, dans la mesure où celui-ci n'a pas d'incidence directe sur les AOP concernées.

Je vous prie de croire, Monsieur le Président, à l'expression de ma haute considération.

Pour la Directrice et par délégation,
Le Délégué Territorial
Laurent FIDELE

Copie : DDTM 64

INAO - Délégation Territoriale Aquitaine Poitou-Charentes

Site de PAU

Maison de l'Agriculture - 124, boulevard Tourasse - 64078 PAU Cedex

TEL : 05 59 02 86 62

inao-pau@inao.gouv.fr - www.inao.gouv.fr

3 – Éléments de mise à disposition du public

**EXTRAIT DU REGISTRE
DES DELIBERATIONS DU CONSEIL
COMMUNAUTAIRE**

SEANCE DU 8 AVRIL 2017

**OJ N°39 - AMENAGEMENT ET HABITAT.
URBANISME REGLEMENTAIRE. PROCEDURE DE MODIFICATION SIMPLIFIEE DU
PLAN LOCAL D'URBANISME DES COMMUNES MEMBRES – DELIBERATION–CADRE
VISANT A FIXER LES MODALITES DE MISE A DISPOSITION DU PUBLIC.**

Date de la convocation : 31 mars 2017

Nombre de conseillers en exercice : 233

Président de séance : Monsieur Jean-René ETCHEGARAY, Président de la Communauté d'Agglomération Pays Basque

PRESENTS :

ABBADIE Arnaud, AGUERGARAY Léonie, ALÇUGARAT Christian, ALDACOURROU Michel, ALZURI Emmanuel, ANCHORDOQUY Jean-Michel représenté par CASTANCHOA Jean-Marie, ANGLADE Jean-François, APEÇARENA Jean-Pierre, ARAMENDI Philippe, ARCOUET Serge, ARRABIT Bernard, ARROSSAGARAY Pierre, BACHO Sauveur, BARANTHOL Jean-Marc, BARATE Jean-Michel, BARETS Claude, BARUCQ Guillaume (quitte la séance à l'issue de l'OJ N°31), BAUDRY Paul, BEGUE Catherine, BEGUERIE Adrien, BÉHOTÉGUY Maïder, BELLEAU Gabriel, BERARD Marc, BERGÉ Mathieu, BERRA Jean-Michel, BERTHET André, BETBEDER Lucien, BIDART Jean-Paul, BISAUTA Martine, BLEUZE Anthony, BONZOM Jean-Marc, BORDES Alexandre, BOSCO Dominique, BRAU-BOIRIE Françoise, BRISSON Max (quitte la séance à l'issue de l'OJ N°29), BRU Vincent (quitte la séance avant le vote de l'OJ N°1 et retour à partir de l'OJ N°38), BUSSIRON Jean-Yves, CACHENAUT Bernard, CAMOU Jean-Michel, CAPDEVIELLE Colette, CARPENTIER Vincent représenté par AUCKENTHALER Nathalie, CARRERE Bruno, CARRICABURU Jean, CARRICART Pierre, CARRIQUE Renée, CASABONNE Bernard, CASTAGNEDE Jocelyne, CASTAING Alain, CASTEL Sophie, CAZALIS Christelle, CHANGALA André, CHASSERIAUD Patrick, CLAVERIE Peio, CURUTCHARRY Antton, DAGORRET François, DALLEMANE Michel, DARASPE Daniel, DE CORAL Odile, DE PAREDES Xavier, DELGUE Jean-Pierre, DELGUE Lucien, DENDARIETA Michel, DESTIZON Patrick, DEVEZE Christian (quitte la séance à l'issue de l'OJ N°27), DONAPETRY Jean-Michel, DUBLANC Gilbert, DUBOIS Alain, DUHART Agnès, DUHART Peyuco, DURRUTY Sylvie, ECENARRO Kotte, ECHEVERRIA Andrée, ECHEVERRIA Philippe, ELGUE Martin, ELHORGADARGAINS Gaxuxa, ELISSALDE Philippe, ELIZALDE Iker, ERDOZAINCY-ETCHART Christine, ERGUY Chantal, ERNAGA Michel (quitte la séance à l'issue de l'OJ N°34), ERREÇARRET Anicet, ESCAPIL-INCHAUSPÉ Philippe, ESMIEU Alain, ESPIAUBE Marie-José, ETCHART Jean-Louis, ETCHART Jean-Pierre représenté par HASTOY Jean-Baptiste (quitte la séance à l'issue de l'OJ N°23), ETCHEBER Pierre, ETCHEBEST Michel, ETCHEGARAY Jean-René, ETCHEMAITE Pierre, ETCHEMENDY Jean, ETCHEMENDY René, ETCHEPARE Philippe, ETCHETO Henri (quitte la séance avant le vote de l'OJ N°2), ETCHEVERRY Maïalen, ETCHEVERRY Michel, EXILARD Pascale, EYHARTS Jean-Marie, EYHERABIDE Pierre, FIESCHI Pierre, FONTAINE Arnaud, FOURNIER Jean-Louis, GALANT Jean-Michel, GALLOIS Françoise, GAMOY Roger, GARICOITZ Robert, GASTAMBIDE Arño, GAVILAN Francis, GETTEN-PORCHE Claudine, GONZALEZ Francis, GOYENECHÉ Laurence démissionnaire et représentée par sa suppléante Sylvie LEIZAGOYEN, GOYHENEIX Joseph, GUILLEMIN Christian, GUILLEMOTONIA Pierre, HACALA Germaine, HAYE Gyslaine, HEUGUEROT Daniel, HIALLE Sylvie, HIRIART Michel (quitte la séance à l'issue de l'OJ N°34), HIRIGOYEN Roland, IBARLOZA Iñaki (quitte la séance à l'issue de l'OJ N°1), IBARRA Michel, IDIART Alphonse, IDIART Michel, IDIARTEGARAY-PUYOU Jeanne, IHIDOY Sébastien, INCHAUSPÉ Beñat, INCHAUSPÉ Henry, IPUTCHA Jean-Marie, IRASTORZA Didier, IRIART Alain, IRIART Jean-

Claude, IRIART Jean-Pierre, IRIGOIN Didier, IRIGOIN Jean-Pierre, IRIGOYEN Nathalie représentée par HAMONOU Arnaud, IRUMÉ Jacques, IRUMÉ Jean-Michel, ITHURRALDE Éric, ITHURRIA Nicole, JOCOU Pascal, JONCOHALSA Christian, JUZAN Philippe (quitte la séance avant le vote de l'OJ N°1), KEHRIG-COTTENÇON Chantal, LABORDE-LAVIGNETTE Jean-Baptiste, LACASSAGNE Alain, LACOSTE Xavier, LAFITE Guy (quitte la séance à l'issue de l'OJ N°33), LAFITTE Pascal, LAFLAQUIERE Jean-Pierre (quitte la séance à l'issue de l'OJ N°45), LAMERENS Jean-Michel, LARRALDE André, LARRAMENDY Jules représenté par GALLOT Christian, LARRANDA Régine, LARRODE Jean-Pascal, LARROUSSET Albert représenté par Madame BURRE CASSOU Marie-Pierre (quitte la séance à l'issue de l'OJ N°39), LATAILLADE Robert, LAUQUÉ Christine, LESPADÉ Daniel, LEURGORRY Charles, LISSARDY Sandra, LOUGAROT Bernard, LOUSTAUDAUDINE Jean-Jacques, MANDAGARAN Arnaud, MARTIN-DOLHAGARAY Christine, MEYZENC Sylvie, MIALOCQ Marie-José, MILLET-BARBÉ Christian (quitte la séance à l'issue de l'OJ N°30), MINONDO Raymond, MIRANDE Jean-Pierre, MONDORGE Guy, MOTSCH Nathalie (quitte la séance à l'issue de l'OJ N°45), MOUESCA Colette, NARBAÏS-JAUREGUY Éric, NEGUELOUART Pascal, NEYS Philippe (quitte la séance avant le vote de l'OJ N°1), NOUSBAUM Pierre-Marie, OÇAFAIRIN Gilbert, OÇAFAIRIN Michel, OLÇOMENDY Daniel, OLIVE Claude (quitte la séance à l'issue de l'OJ N°25), ONDARS Yves, PONS Yves, POULOU Guy, POYDESSUS Jean-Louis, POYDESSUS Philippe, PRAT Jean-Michel, PREBENDE Jean-Louis, SAINT ESTEVEN Marc représenté par DUFOURCQ Robert, SAN PEDRO Jean, SANPONS Maryse, SANSBERRO Thierry, SECALOT Michel, SERVAIS Florence, SOROSTE Michel (quitte la séance à l'issue de l'OJ N°23), SUESCUN Pierre, THEBAUD Marie-Ange, THICOIPÉ Michel, TRANCHÉ Frédéric, UGALDE Yves, UHART Michel, URRUTIAGUER Sauveur (quitte la séance à l'issue de l'OJ N°34), UTHURRALT Dominique, VERNASSIERE Marie-Pierre, VEUNAC Jacques, VEUNAC Michel, VILLENEUVE Arnaud représenté par POURILLOU Pierre, YBARGARAY Jean-Claude.

ABSENTS OU EXCUSES :

AGUERRE Barthélémy, ARHANCHIAGUE Jean-Pierre, BERLAN Simone, BICAIN Jean-Michel, BIDEgain Gérard, BIDEGARAY Barthélémy, BUTORI Nicole, CASET Jean-Louis, DARRASSE Nicole, DAVANT Allande, DE LARA Manuel, DEQUEKER Valérie, DOYHENART Jean-Jacques, ELGOYHEN Monique, ETCHEBERRY Jean-Jacques, GOMEZ Ruben, HARRIET Jean-Pierre, IRIGARAY Bruno, LAPEYRADE Roger, LARRABURU Antton, LASSERRE Marie, LASSERRE-DAVID Florence, PEILLEN Jean-Marc, PICARD-FELICES Marie, SAINT CRICQ Jean-Benoît démissionnaire.

PROCURATIONS :

AGUERRE Barthélémy à APEÇARENA Jean-Pierre, ARHANCHIAGUE Jean-Pierre à IBARRA Michel, BARUCQ Guillaume à MOTSCH Nathalie (à partir de l'OJ N°32 jusqu'à l'OJ N°45), BERLAN Simone à BEHOTEGUY Maider, BIDEgain Gérard à NARBAÏS-JAUREGUY Eric, BIDEGARAY Barthélémy à HIRIGOYEN Roland, BRISSON Max à BRAU-BOIRIE (à partir de l'OJ N°30), BRU Vincent à BAUDRY Paul (OJ N°1 jusqu'à l'OJ N°37) BUTORI Nicole à TRANCHE Frédéric, DARRASSE Nicole à CHASSERIAUD Patrick, DE LARA Manuel à DUHART Peyuco, DEQUEKER Valérie à OLIVE Claude (Jusqu'à l'OJ N°25), DEVEZE Christian à IRASTORZA Didier (à partir de l'OJ N°28), ELGOYHEN Monique à ECHEVERRIA Andrée, ERNAGA Michel à ERGUY Chantal (à partir de l'OJ N°35), ETCHEBERRY Jean-Jacques à LOUGAROT Bernard, ETCHETO Henri à CAPDEVIELLE Collette à partir de l'OJ N°2), HARRIET Jean-Pierre à GAMOY Roger, HIRIART Michel à POULOU Guy (à partir de l'OJ N°35), LAFITE Guy à HAYE Ghislaine (à partir de l'OJ N°34), LARRABURU Antton à LARRANDA Régine, LASSERRE Marie à BERTHET André, LASSERRE-DAVID Florence à VEUNAC Jacques, MILLET-BARBÉ Christian à MEYZENC Sylvie (à partir de l'OJ N°32), NEYS Philippe à DURRUTY Sylvie (à partir de l'OJ N°1), OLIVE Claude à BLEUZE Anthony (à partir de l'OJ N°26), PICARD-FELICES Marie à ETCHETO Henri (OJ N°1), SOROSTE Michel à SUESCUN Pierre (à partir de l'OJ N°24), URRUTIAGUER Sauveur à DELGUE Jean-Pierre (à partir de l'OJ N°35).

SECRETAIRE DE SEANCE : Monsieur LARRALDE André.

**OJ N°39 - AMENAGEMENT ET HABITAT.
URBANISME REGLEMENTAIRE. PROCEDURE DE MODIFICATION SIMPLIFIEE DU
PLAN LOCAL D'URBANISME DES COMMUNES MEMBRES – DELIBERATION–CADRE
VISANT A FIXER LES MODALITES DE MISE A DISPOSITION DU PUBLIC.**

Monsieur Pascal JOCOU présente le rapport suivant :

Mes chers collègues,

Il résulte des dispositions des articles L 153-45 et suivants du code de l'urbanisme que la modification d'un plan local d'urbanisme (PLU) peut être adoptée selon une procédure simplifiée, à l'initiative du Président de la Communauté d'Agglomération Pays Basque, compétente en matière de PLU.

Cette procédure de modification simplifiée intervient lorsque l'évolution envisagée ne relève ni du champ d'application de la procédure de modification de droit commun prévue aux articles L 153-36 et suivants du code de l'urbanisme, ni de celui de la procédure de révision.

Les cadres d'application de la procédure de modification simplifiée sont présentés selon la dernière version en vigueur dans le code de l'urbanisme, soit l'ordonnance n° 2015-1174 du 23 septembre 2015. Ils sont bien entendu susceptibles d'évolution à la faveur de modifications législatives futures.

Le code de l'urbanisme prévoit que le projet de modification, l'exposé de ses motifs, et le cas échéant les avis émis par les personnes publiques et organismes associés, sont mis à la disposition du public pendant un mois, dans des conditions lui permettant de formuler ses observations.

Après que son Président ait présenté le bilan de la mise à disposition, le PLU, éventuellement modifié pour tenir compte des avis émis et des observations du public, peut ensuite être adopté par le Conseil communautaire de la Communauté d'Agglomération Pays Basque, par délibération motivée.

Les modalités de la mise à disposition du public doivent être précisées par l'organe délibérant de l'établissement public à coopération intercommunale compétent en matière de PLU et portées à la connaissance du public au moins huit jours avant le début de celle-ci. Lorsque la procédure n'intéresse qu'une ou plusieurs communes d'un PLU intercommunal, la mise à disposition peut n'être organisée que sur le territoire de ces communes.

Dans ce cadre, il est proposé au Conseil communautaire de fixer comme suit les modalités de la mise à disposition du public :

- publication en caractères apparents, dans un journal diffusé dans le département, d'un avis précisant l'objet de la procédure de modification simplifiée, informant le public de la mise à disposition du projet de modification, de l'exposé de ses motifs et des éventuels avis émis par les personnes publiques et organismes associés, et des modalités de cette mise à disposition, au moins huit jours avant qu'elle ne soit effective, en précisant les lieux, jours et heures auxquels le dossier pourra être consulté et les observations présentées sur le registre prévu à cet effet ;
- affichage du même avis, au siège de la Communauté d'Agglomération Pays Basque et en Mairie de la ou des communes concernées par la procédure, au moins huit jours avant le début de la mise à disposition du public et pendant toute sa durée ;
- mise à disposition du projet de modification simplifiée, de l'exposé de ses motifs et des éventuels avis émis par les personnes publiques et organismes associés, pendant un mois, à la fois à la Communauté d'Agglomération Pays Basque et en

Mairie de la ou des communes concernées par la procédure, aux jours et heures d'ouverture au public habituels, ainsi que d'un registre permettant au public de présenter ses observations.

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu les articles L 153-45 et suivants du code de l'urbanisme ;

Vu l'arrêté préfectoral n°64-2016-07-13-01 en date du 13 juillet 2016 portant création de la Communauté d'Agglomération Pays Basque, fixant notamment ses compétences ;

Vu la délibération – cadre de l'Agglomération Côte Basque – Adour en date du 14 juin 2013 ;

Considérant qu'il importe de fixer des modalités de mise à disposition du public, pour la mise en œuvre des procédures de modification simplifiée de de l'ensemble des PLU des communes membres de la Communauté d'Agglomération, et ultérieurement des PLU intercommunaux ;

Considérant qu'il convient d'abroger la délibération – cadre de l'Agglomération Côte Basque – Adour en date du 14 juin 2013 ;

Après en avoir délibéré, le Conseil communautaire :

- abroge la délibération – cadre de l'Agglomération Côte Basque – Adour en date du 14 juin 2013 visant à fixer les modalités de mise à disposition du public pour les procédures de modifications simplifiées des PLU des cinq communes membres ;
- prend acte que cette présente délibération commune sera applicable pour chaque modification simplifiée à venir des plans locaux d'urbanisme communaux et ultérieurement des PLU intercommunaux ;
- adopte les modalités de la mise à disposition du projet de modification simplifiée, de l'exposé de ses motifs et des éventuels avis émis par les personnes publiques et organismes associés, pendant un mois, à la fois à la Communauté d'Agglomération Pays Basque et en mairie de la ou des communes concernées par la procédure, aux jours et heures d'ouverture au public habituels, accompagnés d'un registre permettant au public de présenter ses observations. Ces modalités seront portées à la connaissance du public au moins huit jours avant le début de chacune des procédures de mise à disposition par insertion d'un avis d'information dans un journal d'annonces légales du département, et affichage du même avis, au siège de la Communauté d'Agglomération Pays Basque et en mairie de la ou des communes concernées par la procédure, au moins huit jours avant le début de la mise à disposition du public et pendant toute sa durée ;
- précise que la présente délibération sera transmise en sous-préfecture de Bayonne et fera l'objet d'un affichage pendant un mois en mairie de chacune des communes membres, ainsi qu'au siège de la Communauté d'Agglomération Pays Basque. Mention de cet affichage sera insérée en caractères apparents dans un journal diffusé dans le département. La présente délibération sera également publiée au recueil des actes administratifs de la Communauté d'Agglomération.

ADOpte A LA MAJORITE

Pour : 206 voix
Contre : 2 voix
Abstention : 2
Ne prend pas part au vote : 0
Non votants : 9

Contre : 154 IRIGOYEN Nathalie, 221 SUESCUN Pierre

Abstention : 068 DE CORAL Odile, 162 KEHRIG COTTENCON Chantal

Non votants : 044 BUTORI Nicole(224 TRANCHE Frédéric), 046 CAMOU Jean-Michel, 090 ELISSALDE Philippe, 098 ESPIAUBE Marie-Jose, 106 ETCHEMENDY Rene, 139 IBARRA Michel, 149 IRIART Jean-Claude, 194 MOTSCH Nathalie, 216 SANPONS Maryse

Fait et délibéré en séance les jours,
mois et an que dessus et le présent
extrait certifié conforme au registre.

Pour le Président et par délégation,
Le Directeur Général Adjoint

Xavier ASPORD



Certifié exécutoire
Transmis au contrôle de légalité le **21 AVR. 2017**
Publié le **21 AVR. 2017**



Acte certifié exécutoire

- Par publication ou notification le 21/04/2017
- Par transmission au Contrôle de Légalité le 21/04/2017

Sedeñça
15. Avenguda Foch - CS 88 507
64 185 Baiona Cedex
05 59 44 72 72

NOTE D'INFORMATION A L'ATTENTION DES CONSEILLERS

Le champ d'application de la procédure de modification simplifiée de PLU :

Il résulte des dispositions des articles L 153-45 et suivants du Code de l'urbanisme que la modification d'un plan local d'urbanisme (PLU) peut être adoptée selon une **procédure simplifiée**, à l'initiative du Président de l'Agglomération, compétente en matière de PLU.

Il faut donc un arrêté du Président pour engager la procédure

La procédure de modification simplifiée intervient lorsque l'évolution envisagée **ne relève ni du champ d'application de la procédure de modification** de droit commun prévue aux articles L 153-36 et suivants du Code de l'urbanisme, **ni de celui de la procédure de révision** :

champ d'application de la procédure de modification de droit commun	champ d'application de la procédure de révision
<p>Cas de modification du PLU :</p> <p>Art L 153-36 C Urb : modifier le règlement, les orientations d'aménagement et de programmation (...).</p> <p>Art L 153-38 C Urb : Lorsque le projet de modification porte sur l'ouverture à l'urbanisation d'une zone (...).</p> <p>Art L 153-41 C Urb : 1° Soit majorer de plus de 20 % les possibilités de construction résultant, dans une zone, de l'application de l'ensemble des règles du plan ; 2° Soit diminuer ces possibilités de construire ; 3° Soit réduire la surface d'une zone urbaine ou à urbaniser ;</p>	<p>Cas de révision du PLU :</p> <p>Art L 153-31 C Urb : 1° Soit changer les orientations définies par le PADD ; 2° Soit réduire un espace boisé classé, une zone agricole ou une zone naturelle et forestière ; 3° Soit réduire une protection édictée en raison des risques de nuisance, de la qualité des sites, des paysages ou des milieux naturels, ou d'une évolution de nature à induire de graves risques de nuisance. 4° Soit ouvrir à l'urbanisation une zone à urbaniser qui, dans les 9 ans suivant sa création, n'a pas été ouverte à l'urbanisation ou n'a pas fait l'objet d'acquisitions foncières significatives de la part de la commune ou de l'établissement public de coopération intercommunale compétent, directement ou par l'intermédiaire d'un opérateur foncier.</p>

Les cadres d'application de la procédure de modification simplifiée sont présentés selon la dernière version en vigueur dans le code de l'urbanisme, soit l'ordonnance n° 2015-1174 du 23 septembre 2015. Ils sont bien entendu susceptibles d'évolution à la faveur de modifications législatives futures.

Champ d'application de la modification simplifiée :

Article L153-45 :

- dans les autres cas que ceux mentionnés à l'article L. 153-41 (cf. tableau ci-dessus) ;
- dans le cas des majorations des droits à construire prévus à l'article L. 151-28, dans les secteurs suivants :
 - 1° Des secteurs situés dans les zones urbaines à l'intérieur desquels un dépassement des règles relatives au gabarit, à la hauteur et à l'emprise au sol est autorisé pour permettre l'agrandissement ou la construction de bâtiments à usage d'habitation. Ce dépassement, fixé pour chaque secteur, ne peut excéder 20 % pour chacune des règles concernées. L'application du dépassement ainsi autorisé ne peut conduire à la création d'une surface de plancher supérieure de plus de 20 % à la surface de plancher existante ;
 - 2° Des secteurs à l'intérieur desquels la réalisation de programmes de logements comportant des logements locatifs sociaux bénéficie d'une majoration du volume constructible tel qu'il résulte des règles relatives au gabarit, à la hauteur et à l'emprise au sol. Cette majoration, fixée pour chaque secteur, ne peut excéder 50%.
Pour chaque opération, elle ne peut être supérieure au rapport entre le nombre de logements locatifs sociaux et le nombre total des logements de l'opération ;
 - 3° Dans les zones urbaines ou à urbaniser, un dépassement des règles relatives au gabarit qui peut être modulé mais ne peut excéder 30 %, pour les constructions faisant preuve d'exemplarité énergétique ou environnementale ou qui sont à énergie positive.
La limitation en hauteur des bâtiments ne peut avoir pour effet d'introduire une limitation du nombre d'étages plus contraignante d'un système constructif à l'autre. Un décret en Conseil d'Etat détermine les conditions d'application de la majoration ;
Article L153-46 :
Afin de supprimer le présent dépassement prévu au 3° de l'article L. 151-28 dans des secteurs limités, sous réserve d'une justification spéciale motivée par la protection du patrimoine bâti, des paysages ou des perspectives monumentales et urbaines.
La modulation des majorations des droits à construire prévue au 3° de l'article L. 151-28 ne peut être modifiée ou supprimée avant l'expiration d'un délai de deux ans à compter de l'adoption de la modification simplifiée du règlement qui l'a instaurée.
 - 4° Des secteurs à l'intérieur desquels la réalisation de programmes de logements comportant des logements intermédiaires bénéficie d'une majoration du volume constructible qui résulte des règles relatives au gabarit, à la hauteur et à l'emprise au sol. Cette majoration, fixée pour chaque secteur, ne peut excéder 30 %.
Pour chaque opération, elle ne peut être supérieure au rapport entre le nombre de logements intermédiaires et le nombre total de logements de l'opération ;
- rectification d'une erreur matérielle.



VILLE DE BIARRITZ

PROCEDURE ADAPTEE

(Article R.2123-1 et s. du Code de la Commande Publique)

Collectivité :

VILLE DE BIARRITZ

Direction des Marchés Publics

Avenue Edouard VII - B.P. 58 - 64202 BIARRITZ Cedex

☎ : 05.59.41.39.69 - E-mail : marche@biarritz.fr

Objet du marché :

Remplacement du système de sonorisation de la salle du Colisée à Biarritz.

Obtention des dossiers :

Le dossier doit être téléchargé à l'adresse suivante : www.eadministration64.fr

Renseignements administratifs et techniques :

Pour toute question ou demande dans le cadre de la consultation, veuillez utiliser le profil acheteur de la Ville de Biarritz : www.eadministration64.fr

Une réponse vous sera apportée sur celui-ci.

Conditions de remise des offres :

La date limite de remise des offres est fixée au **25 octobre 2019 à 16 h 00**, par voie électronique à l'adresse suivante : www.eadministration64.fr

Le dépôt des offres doit être effectué uniquement par voie électronique via le profil acheteur (pas d'envoi par courrier ou courrier électronique).



VILLE DE BIARRITZ

PROCEDURE ADAPTEE

(Article R.2123-1 et s. du Code de la Commande Publique)

Collectivité :

VILLE DE BIARRITZ

Direction des Marchés Publics

Avenue Edouard VII - B.P. 58 - 64202 BIARRITZ Cedex

☎ : 05.59.41.39.69 - E-mail : marche@biarritz.fr

Objet du marché :

Prestation de nettoyage de vêtements professionnels, neufs ou déjà portés, des agents de la Ville de Biarritz.

Durée du marché :

Le marché sera conclu pour une durée d'un an (année 2020). Il pourra être reconduit deux fois (2021 et 2022).

Obtention des dossiers :

Le dossier doit être téléchargé à l'adresse suivante : www.eadministration64.fr

Renseignements administratifs et techniques :

Pour toute question ou demande dans le cadre de la consultation, veuillez utiliser le profil acheteur de la Ville de Biarritz : www.eadministration64.fr

Une réponse vous sera apportée sur celui-ci.

Conditions de remise des offres :

La date limite de remise des offres est fixée au **25 octobre 2019 à 16 h 00**, par voie électronique à l'adresse suivante : www.eadministration64.fr

Le dépôt des offres doit être effectué uniquement par voie électronique via le profil acheteur (pas d'envoi par courrier ou courrier électronique).

LOCATION-GÉRANCE

Aux termes d'un acte sous seing privé en date du 19/09/2019, la société BLUE GREEN PAU-ARTIGUELOUVE, SARL dont le siège social est situé 10 AVENUE DE L'ENTREPRISE PARC ST CHRISTOPHE PÔLE MAGELLAN 3 Niveau 2 - 95865 CERGY PONTOISE CEDEX n°413 440 959 R.C.S. PONTOISE a confié en location gérance à Mr Franck POISSON demeurant 5 rue Manescau 64000 PAU, la branche d'activité de restauration et Bar sous Licence IV, sise et exploitée dans l'enceinte du golf de Pau, sis à Domaine Saint Michel, 64 230 ARTIGUELOUVE pour une durée de deux ans à compter du 01/10/2019, renouvelable ensuite par tacite reconduction pour une durée d'un an.

LES ANGES DU FEU SOCIÉTÉ À RESPONSABILITÉ LIMITÉE

AU CAPITAL DE 2 000 EUROS
SIÈGE SOCIAL : 750, CHEMIN
D'AGORRETA 64250 SOURAIDE
818 210 015 RCS BAYONNE

Aux termes d'une décision en date du 15 Mars 2019, Mr Antonio Manuel SOARES GOMES demeurant avenida de Ribeira - nr.301 Lagos 4720-526 Amares Braga (PORTUGAL) a annoncé la cessation de ses fonctions en qualité de Gérant à partir du même jour. Reste alors l'unique Gérante Mme Angela BREITINGER demeurant au 750 Chemin d'Agorreta à SOURAIDE (64250).
Immatriculation au RCS de Bayonne.
Pour avis, La gérance



HABITAT SUD ATLANTIC

AVIS D'APPEL PUBLIC A CONCURRENCE

Identification du pouvoir adjudicateur : Habitat Sud Atlantic – Office public de l'habitat, 2 chemin de l'abbé Edouard-Cestac, CS 30821, 64108 Bayonne Cedex.

Objet du marché : Accord cadre de prestations ponctuelles de gardiennage du patrimoine d'Habitat Sud Atlantic

Type de procédure : adaptée

Date limite de remise des offres : 28/10/2019 à 12h00

Autres renseignements : Pôle Achats Tél : 05.59.58.80.19

Le présent avis tient lieu d'information et n'a pas de caractère réglementaire.

Le DCE est accessible à l'adresse URL <https://agyssoft.marches-publics.info/>



HABITAT SUD ATLANTIC

AVIS D'APPEL PUBLIC A CONCURRENCE

Identification du pouvoir adjudicateur : Habitat Sud Atlantic – Office public de l'habitat, 2 chemin de l'abbé Edouard-Cestac, CS 30821, 64108 Bayonne Cedex.

Objet du marché : Marché de télésurveillance, anti intrusion et incendie pour les locaux d'Habitat Sud Atlantic

Type de procédure : adaptée

Date limite de remise des offres : 25/10/2019 à 12h00

Autres renseignements : Pôle Achats Tél : 05.59.58.80.19

Le présent avis tient lieu d'information et n'a pas de caractère réglementaire.

Le DCE est accessible à l'adresse URL <https://agyssoft.marches-publics.info/>



COMMUNAUTÉ D'AGGLOMERATION PAYS BASQUE

COMMUNE DE MAULEON-LICHARRE

MODIFICATION N°2 DU PLAN LOCAL D'URBANISME

Par décision en date du 30 mai 2018, le Président de la Communauté d'Agglomération Pays-Basque a engagé la modification n°2 du Plan Local d'Urbanisme de la commune de MAULEON-LICHARRE. La décision a été affichée pendant 1 mois au tableau d'affichage de la Communauté d'Agglomération Pays-Basque, 15 avenue Foch à BAYONNE, et à la mairie de MAULEON-LICHARRE. La décision est consultable à la Communauté d'Agglomération Pays-Basque et à la mairie de MAULEON-LICHARRE, aux jours et heures habituels d'ouverture des bureaux.

Le Président



COMMUNAUTÉ D'AGGLOMERATION PAYS BASQUE

DECISION EN DATE DU 9 OCTOBRE 2019 D'ENGAGEMENT DE LA PROCEDURE DE MODIFICATION SIMPLIFIEE N°1 DU PLAN LOCAL D'URBANISME DE LA COMMUNE D'ARBONNE

AVIS D'INFORMATION

La Communauté d'Agglomération Pays Basque, informe le public que le Président a pris une décision en date du 9 Octobre 2019 d'engagement de la procédure de modification simplifiée n°1 du Plan Local d'Urbanisme de la commune d'Arbonne. La décision est affichée aux tableaux d'affichage de la Communauté d'Agglomération, 15 avenue Foch 64 185 Bayonne, et à la Mairie d'Arbonne, route du bourg 64210 Arbonne, aux jours et heures habituels d'ouverture et le restera pendant une durée minimale d'un mois.

Le Président

La Semaine du Pays Basque

est habilitée à publier les Annonces judiciaires
et légales. Mairies, administrations, entreprises,
particuliers, avocats et notaires peuvent nous confier
jusqu'au jeudi leurs textes pour insertion le vendredi.

05 59 58 05 05

La Semaine du Pays Basque



~~93,60 €/AN~~

78€

Au prix exceptionnel de 78 €* par an
(au lieu de 93,60 €)

Pour tout renseignement concernant les abonnements, contactez-nous au 05 59 58 05 05
ou par e-mail : contact@lspb.fr

* Offre valable jusqu'au 31/12/2019 pour tout nouvel abonné. Tarif valable pour la France métropolitaine, pour l'étranger, nous consulter.
En application de la loi informatique et libertés du 6 janvier 1978, vous disposez d'un droit d'accès et de rectification aux données vous concernant. * 1an 51 numéros - 6 mois 26 numéros.

ABONNEZ-VOUS !

JE CHOISIS LE RÈGLEMENT PAR CHÈQUE
pour 78 € par an ou 46 € pour 6 mois

☐ Chèque de 78 €* pour un an

☐ Chèque de 46 €* pour 6 mois

Société :

Nom :

Prénom :

Adresse :

CP : Ville :

Tél. :

E-mail : @

Coupon à retourner avec votre règlement à l'ordre de « La Semaine du Pays Basque » :

La Semaine du Pays Basque
42 rue Chapelet
64200 Biarritz

Annonces légales et officielles

sudouest-legales.fr - sudouest-marchespublics.com - Affilié à francemarches.com

Marchés publics et privés

Marchés à procédure adaptée sup. à 90 000 €



Ville d'Anglet

AVIS DE MARCHÉ

Pouvoir adjudicateur : Ville d'Anglet, rue Amédée-Dufourg, BP 303, 64603 Anglet Cedex, tél. 05 59 58 35 35, fax : 05 59 31 91 89.

Le pouvoir adjudicateur n'agit pas pour le compte d'autres pouvoirs adjudicateurs.

Objet du marché : reprise des étanchéités en toiture-terrasse de l'Espace Océan.

La reprise des étanchéités et du platelage bois de l'espace de l'Océan à Anglet.

Dévolution en marchés séparés :

Lot 1 : Étanchéité.

Lot 2 : Platelage bois.

Forme du marché : Marché ordinaire.

Type de marché de travaux : Exécution.

Lieu principal d'exécution : Espace de l'Océan, place des Docteurs Gentilhe à Anglet.

CPV :

Lot 1 : 45261214-7

Lot 2 : 45421000-4

Les prestations sont traitées à prix forfaitaires.

L'acheteur n'exige pas de variantes mais les variantes proposées par les opérateurs économiques sont autorisées.

Des prestations supplémentaires pour les lots 1 et 2, sont à étudier et à chiffrer obligatoirement par les candidats. Les candidats peuvent présenter des offres pour tous les lots.

Procédure : MAPA ouvert (Article R.2123.1.2° du Code de la Commande Publique)

Justificatifs à produire et critères de jugement des offres : Ces éléments figurent dans le règlement de la consultation.

Renseignements d'ordre administratif :

Numéro de référence du marché : Etancheite201949

Date limite de réception des offres : le mardi 29 octobre 2019, à 16 heures.

Délai de validité de l'offre : 120 jours à compter de la date limite de réception des offres.

Date limite pour demander des renseignements : au plus tard le 22 octobre 2019.

Délivrance du DCE.

Le dossier de consultation est téléchargeable sur le profil d'acheteur www.eadministration64.fr

Instance chargée des procédures de recours : Tribunal administratif de Pau, 50, cours Liautey, BP 43, 64010 Pau Cedex, tél. 05 59 84 94 40 ; fax : 05 59 02 49 93 ; courriel : greffe.ta-pau@juradm.fr

Adresse Internet (URL) : <http://www.pau.tribunal-administratif.fr>

Site de téléprocédure : www.telerecours.fr

Date d'envoi du présent avis à la publication : Le 4 octobre 2019.

Marchés à procédure adaptée inf. à 90 000 €

ap_pp_69499140



Communauté d'Agglomération Pau Béarn-Pyrénées

AVIS D'APPEL PUBLIC À LA CONCURRENCE

Réalisation d'une étude d'opportunité sur le potentiel de développement de la filière courte de logements sur l'agglomération paloise

Acheteur : CA Pau Béarn Pyrénées, M. François BAYROU, président - Hôtel de France - 2B, place Royale - CS 90547 - 64000 Pau Cedex - tél. 05 47 05 30 31. Référence acheteur : CDA 19/74

L'avis implique un marché public

Objet : réalisation d'une étude d'opportunité sur le potentiel de développement de la filière courte de logements sur l'agglomération paloise

Procédure : procédure adaptée

Critères d'attribution : offre économiquement la plus avantageuse appréciée en fonction des critères énoncés ci-dessous avec leur pondération : 60% qualité de l'offre - 40% prix

Remise des offres : le vendredi 25 octobre 2019 à 23h59 au plus tard.

Envoi à la publication le : 02/10/2019

Les dépôts de plis doivent être impérativement remis par voie dématérialisée. Cette consultation bénéficie du service DUME. Pour retrouver cet avis intégral, accéder au DCE, poser des questions à l'acheteur, déposer un pli, allez sur <http://www.agglo-pau.fr/marches-publics.html>

ENTREPRISES

Inscrivez-vous aux alertes sur

SudOuest-marchespublics .com

➔ 100 % GRATUIT

➔ TOUS LES MARCHÉS
DU SUD-OUEST

Rendez-vous dans la rubrique
"Alerte automatique des entreprises"

Avis administratifs et judiciaires

Plan Local d'Urbanisme



Communauté d'agglomération Pays Basque

MODIFICATION SIMPLIFIÉE N° 1 DU PLAN LOCAL D'URBANISME Commune de Mauléon-Licharre

En application de l'article L 153-47 du Code de l'urbanisme et suite à la délibération-cadre du 8 avril 2017 fixant les modalités de mise à disposition du public, le public est informé que la Communauté d'agglomération Pays Basque envisage d'adopter une modification simplifiée n° 1 du PLU de la commune de Mauléon-Licharre ayant pour objet de procéder à la modification de l'écriture de certains articles du règlement ainsi que la suppression d'un emplacement réservé, entrant dans le champ d'application de la procédure de modification simplifiée défini à l'article L 153-45 du Code de l'urbanisme.

Le projet de modification comportant un dossier avec exposé des motifs et avis des personnes publiques associées pourra être consulté du 21 octobre 2019 au 21 novembre 2019 à la mairie de Mauléon-Licharre, rue Arnaud-de-Maytie, 64130 Mauléon-Licharre, et à l'hôtel d'agglomération, 15, avenue Foch à Bayonne, aux jours habituels d'ouverture des bureaux.

Des registres seront mis à la disposition permettant au public de formuler des observations.

Le Président.

Enquêtes publiques



Commune d'Anglet

AVIS D'ENQUETES PUBLIQUES Projets de mises en concordance des cahiers des charges du lotissement Larochevoucauld et du sous-lotissement M. Marc avec le plan local d'urbanisme de la commune d'Anglet

Par arrêtés municipaux n°2019/2059 et n°2019/2060 en date du 12 septembre 2019, le maire d'Anglet a prescrit l'ouverture des enquêtes publiques relatives aux projets de mises en concordance des cahiers des charges du lotissement Larochevoucauld et du sous-lotissement M. Marc avec le plan local d'urbanisme de la commune d'Anglet, qui se dérouleront simultanément pendant une durée de 29 jours consécutifs du **jeudi 3 octobre à 9 heures au jeudi 31 octobre à 17 heures**.

Les procédures de mises en concordance des cahiers des charges du lotissement Larochevoucauld et du sous-lotissement M. Marc avec le plan local d'urbanisme d'Anglet sont engagées en vue de supprimer les dispositions d'urbanisme contenues dans les cahiers des charges.

M. Gérard COURCELLES, directeur de réseau, a été désigné en qualité de commissaire-enquêteur par décision du Tribunal administratif de Pau n° E19000134/64 en date du 3 septembre 2019.

Les dossiers d'enquêtes publiques sont constitués d'une version papier et d'une version dématérialisée. Ils comprennent chacun une note de présentation relative au projet de mise en concordance et un dossier administratif comportant les pièces énoncées à l'article R.123-8 du Code de l'environnement ainsi que les registres d'enquête papier et électronique.

Les registres d'observations en papier, à feuillets non mobiles et constitutifs des dossiers d'enquêtes, seront cotés et paraphés par le commissaire enquêteur comme le reste des dossiers.

Les dossiers papier seront déposés à la mairie d'Anglet, rue Amédée-Dufourg, 64600 Anglet, direction du développement urbain pour y être consultés pendant toute la durée de l'enquête aux jours habituels d'ouverture des bureaux de la direction du développement urbain : du lundi au vendredi, de 9 h à 12 heures et de 13 h 30 à 17 heures.

Les dossiers dématérialisés seront consultables sur le site Internet de la Ville d'Anglet : <http://www.anglet.fr> Un accès gratuit aux dossiers d'enquêtes sera garanti par la mise à disposition d'un poste informatique en mairie d'Anglet aux horaires habituels d'ouverture de la direction du développement urbain.

Pendant toute la durée des enquêtes, chacun pourra consigner ses observations, propositions et contre-propositions, et les adresser au commissaire enquêteur : par courrier, au siège de l'enquête publique, à l'adresse suivante : M. Gérard COURCELLES, commissaire-enquêteur, mairie d'Anglet, rue Amédée-Dufourg, 64600 Anglet, avec la mention : enquête publique « Larochevoucauld » - Ne pas ouvrir ou enquête publique « M. Marc » - Ne pas ouvrir ; sur les registres papier déposés à la mairie d'Anglet ; par voie électronique, aux adresses suivantes : préférentiellement : sur les registres dématérialisés : pour le dossier du lotissement Larochevoucauld : www.registre-dematerialise.fr/1623 ; pour le dossier du sous-lotissement M. Marc : www.registre-dematerialise.fr/1624 ou à l'adresse mail suivante : commissaire-enqueteur@anglet.fr en indiquant comme objet : Enquête publique Larochevoucauld » ou enquête publique M. Marc .

Le commissaire enquêteur se tiendra à la disposition du public à la mairie d'Anglet, les :

jeudi 3 octobre de 9 h à 12 heures.

Mercredi 9 octobre de 14 h à 17 heures.

Vendredi 18 octobre de 9 h à 12 heures.

Jeudi 31 octobre de 14 h à 17 heures.

À l'expiration du délai d'enquête prévu, les registres seront clos et le commissaire-enquêteur disposera de huit jours pour communiquer ses procès-verbaux de synthèse au responsable du projet. Celui-ci produira ses observations éventuelles dans les quinze jours suivants. Le commissaire-enquêteur disposera d'un délai de trente jours au total, à compter de la clôture de l'enquête, pour transmettre ses rapports et ses conclusions motivées au maire d'Anglet.

Les rapports et les conclusions motivées établis par le commissaire-enquêteur pourront être consultés à la mairie d'Anglet aux jours et heures habituels d'ouverture des bureaux et sur le site Internet de la mairie d'Anglet <http://www.anglet.fr> pendant une durée de un an à compter de la date de la clôture de l'enquête.

L'autorité compétente statuant sur les demandes de permis d'aménager est le maire d'Anglet. Les projets de mises en concordance des deux cahiers des charges précités feront l'objet d'une décision par arrêté de M. le Maire après enquête publique et avis du Conseil municipal.

Les projets de mises en concordance des cahiers des charges du lotissement Larochevoucauld et du sous-lotissement M. Marc avec le plan local d'urbanisme de la ville d'Anglet ne comportent ni évaluation environnementale, ni étude d'impact, de sorte qu'il n'existe pas d'avis de l'autorité compétente portant sur une évaluation environnementale.

Les informations peuvent être demandées auprès de la mairie d'Anglet, direction du développement urbain, M^{me} Uhaina Tonnerre-Arandia, 05 59 58 72 71.

Toute personne peut également, à sa demande et à ses frais, obtenir communication d'une copie des dossiers d'enquêtes auprès de la mairie d'Anglet.

Le maire.

ANNONCES OFFICIELLES

ANNONCES LEGALES



Une équipe
spécialisée et réactive
contact-legales@sudouest.fr

Le meilleur des ventes aux enchères

Chaque dimanche et lundi
dans les annonces officielles
de votre quotidien et 24 h / 24 sur
www.sudouest-legales.com

www.sudouest-legales.com

Partageons plus que l'information

**SUD
OUEST**

ANNONCES OFFICIELLES

ANNONCES LEGALES



Une équipe
spécialisée et réactive
contact-legales@sudouest.fr

Entreprises, Artisans

Ne passez plus à côté
d'un marché public local

- Toutes les offres
- Des alertes personnalisées

www.sudouest-legales.com
membre du réseau

francemarchés.com
Le plus grand marché public de France.
www.francemarches.com

**SUD
OUEST**

Partageons plus que l'information

sudouest-annonces.com

Les meilleures offres
de la région

C'est pro
et efficace !

Annonces légales et officielles

sudouest-legales.fr - sudouest-marchespublics.com - Affilié à francemarches.com

Marchés publics et privés

Marchés à procédure adaptée inf. à 90 000 €




AVIS DE MARCHÉ PUBLIC
Création, développement, hébergement et maintenance
de la plateforme numérique Ekin (64)

Pouvoir adjudicateur : antic Pays Basque, Technopole Izarbel, 2, terrasse Claude-Shannon, 64210 Bidart.
Profil acheteur : <https://www.eadministration64.fr>
Numéro de référence du marché : Ekin_POCTEFA_WP03_3.1
Objet du marché : marché de prestations de services pour la création, le développement, l'hébergement et la maintenance d'une plateforme numérique pour le projet transfrontalier d'inclusion sociale Ekin (INTERREG POCTEFA)
Type de procédure : Marché public à procédure adaptée.
Documents de marché : Consultation, retrait DCE, correspondances et guichet de dépôt sur : <https://www.eadministration64.fr>
Date limite de réception des offres : le lundi 4 novembre 2019, à 12 heures.

Avis administratifs et judiciaires

Enquêtes publiques



Communauté de commune Lacq

AVIS D'ENQUÊTE PUBLIQUE
Élaboration du plan local d'urbanisme de Loubieng

Par arrêté du 23 septembre 2019, le maire de la commune de Loubieng a ordonné l'ouverture de l'enquête publique relative au projet de plan local d'urbanisme arrêté par le conseil municipal le 18 juin 2019. Ce projet a fait l'objet d'une évaluation environnementale et a été transmis à l'autorité environnementale le 27 juin 2019.

L'enquête publique se déroulera du **mercredi 16 octobre 2019 à partir de 9 heures au vendredi 15 novembre 2019 jusqu'à 17 heures inclus**.

Le dossier d'enquête publique du projet d'élaboration de plan local d'urbanisme pourra être consulté :

- sous format papier, en mairie de Loubieng, sise 400 chemin de l'église - 64300 Loubieng aux jours et heures habituels d'ouverture, soit les mardi et jeudi de 14h à 19 heures.
- sous format numérique sur les sites internet de la communauté de communes de Lacq Orthez (www.cc-lacqorthez.fr) et de la mairie de Loubieng (www.loubieng.fr).

Un accès au dossier dématérialisé est par ailleurs garanti en mairie sur un poste informatique mis à disposition du public sur rendez-vous pris auprès du secrétariat (05 59 69 19 11).

Pendant toute la durée de l'enquête, le public pourra :

- directement consigner ses observations sur le registre d'enquête publique tenu en mairie les mardi et jeudi de 14h à 19 heures.
- les adresser par écrit au commissaire-enquêteur, via l'adresse postale de la mairie : 400 chemin de l'église 64300 Loubieng.
- les transmettre par voie électronique au commissaire-enquêteur, via l'adresse électronique suivante: commissaire-enqueteur@loubieng.fr

M^{me} Karine KHALDOUN désignée comme commissaire-enquêteur par le président du tribunal administratif de Pau, se tiendra à disposition du public en mairie de Loubieng :

mercredi 16 octobre 2019 de 9 h à 12 heures
samedi 26 octobre 2019 de 9h à 12 heures
vendredi 15 novembre 2019 de 14h à 17 heures

Le rapport et les conclusions du commissaire-enquêteur, transmis au maire dans un délai d'un mois à l'expiration de l'enquête, seront tenus durant un an à la disposition du public à la mairie et sur les sites internet de la communauté de communes de Lacq Orthez et de la mairie de Loubieng.

A l'issue de l'enquête publique, le projet de plan local d'urbanisme éventuellement modifié pour tenir compte des avis qui ont été joints au dossier, des observations du public et du rapport du commissaire enquêteur sera soumis à approbation du conseil municipal.

Plan Local d'Urbanisme



Communauté d'Agglomération Pays Basque

AVIS D'INFORMATION RECTIFICATIF
Modification simplifiée n°2 du plan local d'urbanisme
Commune de Mauléon-Licharre

En application de l'article L 153-47 du Code de l'urbanisme et suite à la délibération-cadre du 8 avril 2017 fixant les modalités de mise à disposition du public, le public est informé que la Communauté d'Agglomération Pays Basque envisage d'adopter une modification simplifiée n° 2 du PLU de la commune de Mauléon-Licharre ayant pour objet de procéder à la modification de l'écriture de certains articles du règlement ainsi que la suppression d'un emplacement réservé, entrant dans le champ d'application de la procédure de modification simplifiée défini à l'article L 153-45 du Code de l'urbanisme.

Le projet de modification comportant un dossier avec exposé des motifs et avis des personnes publiques associées pourra être consulté du **lundi 21 octobre 2019 au jeudi 21 novembre 2019**, à la mairie de Mauléon-Licharre, rue Arnaud-de-Maytie, 64130 Mauléon-Licharre, et à l'hôtel d'Agglomération, 15, avenue Foch à Bayonne, aux jours habituels d'ouverture des bureaux.

Des registres seront mis à la disposition permettant au public de formuler des observations.

Le président.

Annonces légales

Vie des sociétés

HK CHARPENTIER BOIS

AVIS DE CONSTITUTION

Par acte SSP du 10 octobre 2019, il a été constitué une EURL à capital variable dénommée :

HK CHARPENTIER BOIS.

Siège social : Quartier Les Barthes, lieu dit Castremont, 64120 Orègue.

Capital minimum : 100 euros.

Capital initial : 1 000 euros.

Objet : activité de charpente, couverture, création d'espaces, aménagement intérieur et extérieur, structure bois.

Gérance : M. Gaël LE RISBÉ, quartier Les Barthes, lieu dit Castremont, 64120 Orègue.

Durée : 99 ans à compter de l'immatriculation au RCS de Bayonne.

O CANTINHO PORTUGUES
société par actions simplifiée
au capital social de 13 750 euros
Siège social : 10, rue Matachot,
64320 Aressy
RCS Pau 827 854 654

TRANSFERT DE SIÈGE SOCIAL

Suivant décisions de l'associé unique du 27 septembre 2019, le siège social a été transféré au 46, boulevard Champetier-de-Ribes, 64000 Pau, à compter de ce jour.

L'article 4 des statuts a été modifié en conséquence.

M^{me} Sofia, Alexandra RODRIGUES FAUSTINO a démissionné de son poste de directeur général à compter de ce jour.

Mention sera faite au RCS de Pau.

Pour avis.

ANNONCES OFFICIELLES

ANNONCES LEGALES



Une équipe spécialisée et réactive
contact-legales@sudouest.fr

Le meilleur des ventes aux enchères

Chaque dimanche et lundi dans les annonces officielles de votre quotidien et 24 h / 24 sur www.sudouest-legales.com



Un cadre unique pour
vos séminaires



Chefs d'entreprise,
donnez une autre dimension
à vos réunions et séminaires.

Le journal SUD OUEST
vous ouvre ses portes en bord
de Garonne,
avec une vue imprenable
sur les quais de Bordeaux.

Surprenez vos collaborateurs
et clients :
faites-leur découvrir les coulisses
d'un groupe de presse.



*Salle du Conseil
Séminaires*

contact :
seminaires@sudouest.fr
05 35 31 35 51

sudouest-annonces.com

Les meilleures offres
de la région

**C'est pro
et efficace !**

COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION PAYS BASQUE

Commune de Mauléon-Licharre

MODIFICATION SIMPLIFIEE n°2 DU PLU

AVIS D'INFORMATION

En application de l'article L 153-47 du code de l'urbanisme et suite à la délibération-cadre du 08 avril 2017 fixant les modalités de mise à disposition du public, le public est informé que la Communauté d'Agglomération Pays Basque envisage d'adopter une modification simplifiée n°2 du PLU de la Commune de Mauléon-Licharre ayant pour objet de procéder à la modification de l'écriture de certains articles du règlement ainsi que la suppression d'un emplacement réservé, entrant dans le champ d'application de la procédure de modification simplifiée défini à l'article L 153-45 du code de l'urbanisme.

Le projet de modification comportant un dossier avec exposé des motifs et avis des personnes publiques associées pourra être consulté du 21 octobre 2019 au 21 novembre 2019 à la Mairie de Mauléon-Licharre, rue Arnaud de Maytie, 64130 Mauléon-Licharre, et à l'Hôtel d'Agglomération, 15 avenue Foch à Bayonne, aux jours habituels d'ouverture des bureaux.

Des registres seront mis à la disposition permettant au public de formuler des observations.

Le Président